30 années du mouvement syndical anglais

Autor(en): **Bodmer, Lore**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **18 (1926)**

Heft 7

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-383593

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

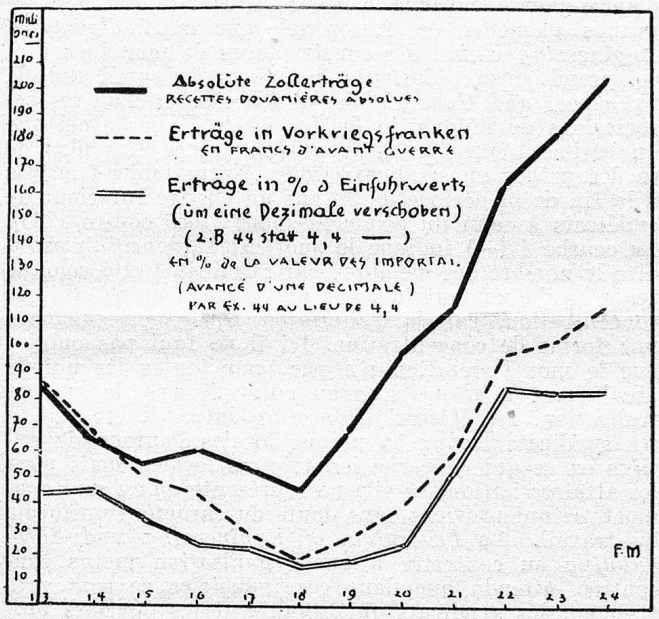
Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Exprimé en chiffres et en 1000 fr., le tableau est le suivant:

Années	Produit absolu des douanes	Produit des douanes en francs d'avant-guerre	En francs or	En % de la valeur d'importation
1913	85,142	88,700	84,927	4,43
1914	65,181	67,300	65,328	4,40
1915	54,804	50,500	53,259	3,26
1916	60,097	43,610	59,634	2,52
1917	52,230	28,730	56,670	2,17
1918	44,021	18,810	52,059	1,83
1919	67,611	26,670	66,326	1,91
1920	98,033	39,210	85,200	2,31
1921	117,100	59,590	104,933	5,10
1922	163,680	96,600	161,798	8,55
1923	182,976	101,700	171,083	8,15
1924	205,113	116,800	193,524	8,19

Nous avons agrandi une fois dans le graphique le produit des importations pour faciliter le dessin; nous y rendons attentif une fois encore le lecteur.

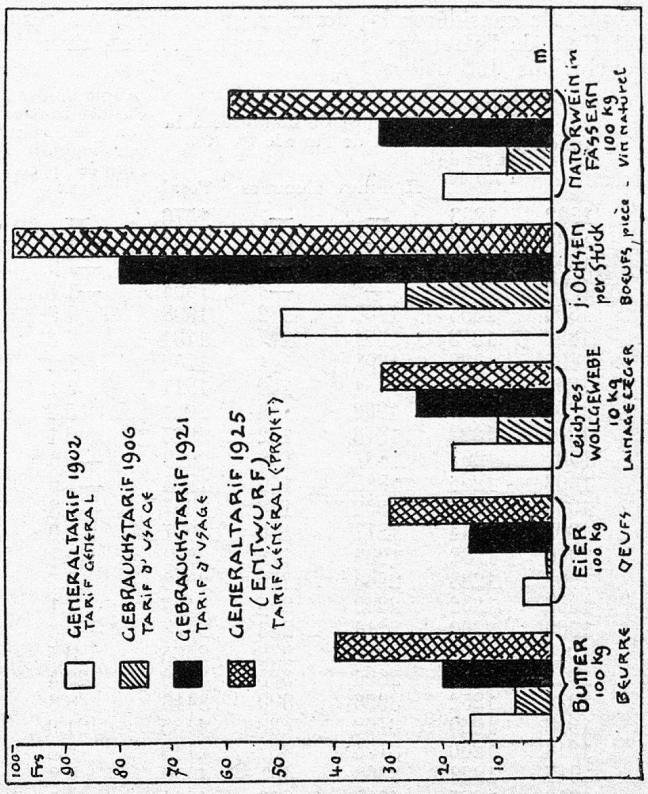


Ce tableau doit donner une image objective des charges douanières de la Suisse en ce fait qu'avec la comparaison usitée du produit absolu des douanes, il a été établi un parallèle avec le franc d'avant-guerre et une comparaison avec le produit des importations en pour cents. Aussi bien la courbe comparative de la capacité d'achat que celle de la valeur des importations atténuent la sévère image du développement du *produit absolu* des douanes. Ces deux courbes *confirment* par contre l'énorme accroissement des charges douanières sur la période d'avant-guerre dans une mesure qu'en toute objectivité l'on peut taxer d'insupportable.

Les trois chiffres extrêmes (1913 à 1924) des trois courbes en millions de fr. sont:

	1913	1914
Courbe absolue (——)	85,142	205,113
Courbe du franc d'avant-guerre (— — —)	88,7*	16,0
Courbe des importations (═══) . .	4,43	8,19

* 88,7 au lieu de 85,1 parce que depuis juin 1914 l'index de l'U. S. C. sert de base.



Ce tableau des charges douanières ne demande pas de longues explications. La quatrième colonne (lignes croisées), fait ressortir la comparaison des charges douanières avec celles que nous réserve le projet de tarif général de 1925, projet qui, actuellement, est vivement attaqué de divers côtés. La troisième colonne (opaque) indique les charges d'après le tarif de 1921 actuellement en vigueur. La comparaison avec la deuxième colonne (lignes simples) nous montre la différence des charges de 1906 avec 1921 et les années suivantes dans leur grandeur *effective*, tandis que la comparaison des colonnes 2 et 4 font ressortir la grandeur des charges dont nous sommes *menacés*. Les différences sont énormes, même si le nouveau tarif ne devait pas être appliqué intégralement comme il faut s'y attendre. Il ne faut pas oublier d'autre part qu'il s'agit de denrées alimentaires, que la constitution exige qu'elles soient taxées au *minimum*.

30 années du mouvement syndical anglais

Par la Dresse *Lore Bodmer*.

Rien ne pourrait mieux démonter le développement économique que les fluctuations des effectifs des organisations ouvrières, et la statistique du *Ministry of Labour Gazette*, qui porte sur une période de 32 ans, permet de suivre les progrès constants de l'industrialisation durant les dix dernières années du siècle passé et durant les dix premières années du siècle actuel ainsi que la conjoncture d'avant-guerre et celle de guerre jusqu'à 1920, de même que la grave dépression économique de ces dernières années. L'arrêt qui s'est produit dans la diminution des effectifs des syndicats, diminution qui était sans exemple, comme le fut également l'augmentation qui eut lieu pendant la guerre, nous

permet de considérer les derniers chiffres comme résultat final de l'effet causé par la guerre et d'en tirer des conclusions définitives.

Année	Nombre des syndicats à la fin de l'année	Nombre de membres à la fin de l'année en 1000			Augmentation ou diminution en pour cent par rapport à l'année précédente
		Hommes	Femmes	Total	
1892	1233	—	—	1576	—
1893	1279	—	—	1559	—1,1
1894	1314	—	—	1530	—1,9
1895	1340	—	—	1504	—1,7
1896	1358	1466	142	1608	7,0
1897	1353	1584	147	1731	7,6
1898	1326	1608	144	1752	1,2
1899	1325	1761	150	1911	9,1
1900	1323	1868	154	2022	5,8
1901	1322	1873	152	2025	0,1
1902	1297	1857	156	2013	—0,6
1903	1285	1838	156	1994	—1,0
1904	1256	1802	165	1967	—1,3
1905	1244	1817	180	1997	1,6
1906	1282	1999	211	2210	10,7
1907	1283	2263	250	2513	13,7
1908	1268	2230	255	2485	—1,1
1909	1260	2214	263	2477	—0,3
1910	1269	2287	278	2565	3,5
1911	1290	2804	335	3139	22,4
1912	1252	3026	390	3416	8,8
1913	1269	3702	433	4135	21,0
1914	1260	3708	437	4145	0,3
1915	1229	3868	491	4359	5,2
1916	1225	4018	626	4644	6,5
1917	1241	4621	878	5499	18,4
1918	1264	5324	1209	6533	18,8
1919	1360	6600	1326	7926	21,3
1920	1364	6994	1340	8334	5,1
1921	1251	5618	1004	6622	—20,5
1922	1203	4744	870	5614	—15,2
1923	1161	4597	813	5410	—3,6
1924	1155	4720	811	5531	2,2

Les conclusions que l'on peut tirer du tableau ci-dessus sont de trois natures: Si l'on fait abstractien de l'énorme augmentation apportée par la guerre ainsi que du recul subi par la suite, on constate un développement extraordinaire de l'organisation syndicale. De 1894 à 1914, le nombre des membres a augmenté de 261,5 %. Il est difficile d'affirmer si c'est véritablement la guerre qui a, comme on le prétend souvent, provoqué ce développement considérable. Le tableau ci-dessus montre que pour les vingt premières années d'observation [1], l'augmentation fut de 171 %, tandis que pour les années de guerre (1914 à 1924) elle ne comporte que le 33 %. Ceci laisse plutôt supposer que les conséquences de la guerre ont contribué à *ralentir* le mouvement. Néanmoins il faut tenir compte que par la force des choses un ralentissement devait fatalement se produire dès que le meilleur contingent des ouvriers susceptibles d'être organisés fut mis en ligne. Les ouvriers organisés ne sont, il est vrai, qu'une partie de toute la classe laborieuse.

Si nous examinons le deuxième fait, c'est-à-dire la plus grande augmentation des femmes organisées (471% entre 1896 et 1924) que les hommes (222 %), nous osons peut-être en déduire que l'organisation des ouvriers a plutôt été ralentie par la guerre, tandis que l'organisation des femmes en fut certainement accélérée; cela s'explique par la pénurie de main-d'œuvre qui régnait alors et qui contraint les femmes à se vouer, plus que par le passé, aux travaux industriels. De 1896 à 1914 on constate également que le nombre des femmes organisées avait augmenté 208 % plus fortement que celui des hommes avec 153 %; mais durant les dix dernières années le nombre des femmes organisées a augmenté dans la proportion de 85,5 % et celui des hommes de 27 % seulement (augmentation totale: 33 %).

En tout cas l'augmentation des années 1910 à 1914, époque de haute conjoncture, est bien autrement surprenante, vu que l'effectif des ouvriers organisés a passé de 2,565,000 à 4,145,000, que celle accusée par la période allant jusqu'à 1924 (4,145,000 et 5,131,000) et il y a tout lieu de croire qu'autour de 1920, même sans la guerre, on aurait assisté à un accroissement extraordinaire, peut-être inférieur à ce qu'il fût, mais qui n'aurait pas connu le recul enregistré après la guerre.

La troisième conclusion qui nous intéresse est celle qui ressort de la première colonne (courbe 4). Cette colonne illustre de façon frappante la concentration extraordinaire du mouvement syndical. Le point sensible des syndicats anglais est notamment le sens professionnel particulier des syndiqués qui opposaient à une puissante concentration dans plusieurs industries un obstacle paraissant infranchissable. Ici la conjoncture d'après-guerre eut une heureuse influence, vu que les grands éléments de fusion tels que la *Amalgamated Engineering Union* des constructeurs de machines (qui comprend encore plusieurs douzaines de syndicats), la *Transport and General Workers Union* et d'autres associations de l'industrie du fer et de l'acier ainsi que du bâtiment, etc., ne risquent pour ainsi dire plus de se désagréger en syndicats isolés. Notre tableau accuse à la fin de la période de 32 ans un chiffre inférieur de syndicats à celui du commencement (1055 contre 1233). La courbe 4 (—) indique le quotient de densité, c'est-à-dire le nombre des membres par syndicat. Cette colonne seule ne donne toutefois pas une image complète de la concentration, car la *Föderation* constitue également une forme de concentration. Ici il ne faut pas oublier que le mot Federation n'a pas pour toutes les unions absolument le même sens au point de vue de la centralisation. La *Miners' Federation* laisse il est vrai à ses syndicats locaux et unions locales l'autonomie entière en ce qui concerne les affaires locales, mais pour les affaires nationales elle ne représente qu'*un* seul syndicat, ce qui provient sans doute du caractère uniforme du travail. La *Federation of Engineering and Shipbuilding* au contraire a une organisation moins concentrée, attendu que dans ces industries ce sont précisément les syndicats qui organisent les ouvriers professionnels proprement dits. En outre les fédérations sont loin d'englober, sauf chez les mineurs, la plupart des syndicats de leur branche de production. La fédération représente évidemment un degré de concentration moins fort que la fusion. Le chiffre absolu des syndicats fédérés a aussi augmenté (1913: 2,945,000; 1924: 3,164,000), mais le pourcentage des syndiqués appartenant à des fédérations est descendu de 71 à 57 [1]).

Une troisième forme de concentration est celle des *Trades Councils* ou cartels syndicaux, unions locales de syndicats de tous genres: l'augmentation de leur effectif depuis 1913 (de 1,495,000 à 2,241,000) et leur extension (1913: 329; 1924: 479) constituent une centralisation pure.

Finalement le congrès syndical, union nationale de syndicats de tous genres, est sans doute celui que la

[1] 1894—1904: 28,5 %; 1904—1914: 111 %.

[1] La General Federation of Trade-Unions, qui compte 834,000 membres, n'est pas comprise ici. Il est vrai qu'elle englobe des syndicats de tous genres et en réalité rentre dans la même catégorie que le congrès syndical avec lequel elle rivalise. Elle est formée en première ligne de petits syndicats.

guerre a le plus enrichi, car tandis qu'en 1913 2,232,000 le = 54% de tous les syndiqués lui étaient affiliés, il englobe maintenant 4,342,000 ouvriers [2]) ce qui représente le 78 % de la totalité des ouvriers organisés. Le congrès n'a pas seulement gagné pendant la guerre et pendant la période de haute conjoncture tout le mouvement (1920: 6,500,000), mais il perdit dans les années de dépression beaucoup moins de membres que les autres associations. Ceci provient de ce que beaucoup d'ouvriers qui avaient cru dans la période de haute conjoncture tirer un profit en adhérant à un syndicat, mais qui le quittèrent dans la période de dépression, ne firent jamais partie du congrès.

Un court aperçu nous montrera encore le développement des divers métiers, afin d'illustrer combien la faculté d'organisation est différente. C'est parmi les ouvriers non qualifiés que la conjoncture de guerre fut le plus remarquable. En 1920 1,261,000 de ceux-ci étaient organisés tandis qu'avant la guerre on en comptait que 358,000. Aujourd'hui leur effectif est encore de 511,000. Le même phénomène peut-être constaté parmi les ouvriers agricoles qui ont passé de 21,000 à 210,000, battant ainsi le record d'augmentation des effectifs. Par contre ils ne sont actuellement plus que 61,000. Les mineurs réussirent en 1920 à gagner au syndicat à peu près tous les ouvriers des charbonnages. Mais finalement il ne resta que les vieux camarades. C'est seulement en 1924 que leur effectif s'accrut de nouveau. L'augmentation nette est minime, mais la fédération des mineurs avait précisément avant la guerre la majeure partie des ouvriers dans ses rangs et l'étroite cohésion de cette association durant la grave crise des charbonnages anglais est digne d'admiration. Les industries des métaux, de la construction des machines et des navires enregistrent aussi une augmentation. Celles-ci cependant n'ont guère conserver, après la crise d'après-guerre, plus de la moitié de leurs effectifs. Les ouvriers de l'industrie textile accusent une augmentation considérable, non compris les ouvriers de l'industrie du coton, lesquels sont les seuls à avoir subi une diminution de leurs effectifs. Les industries du bois, des meubles, du papier, de l'imprimerie, de l'habillement, du bâtiment, des chemins de fer et des transports ont gagné des membres, bien qu'aucune de ces associations n'aient pu maintenir son effectif à la hauteur de 1920. Les organisations des instituteurs sont les seules qui aient atteint seulement après 1920 leur chiffre le plus élevé et n'aient subi depuis qu'une perte insignifiante. C'est peut-être là un signe que les membres de professions libérales, une fois qu'ils reconnaissent la nécessité de s'organiser, possèdent un meilleur esprit d'organisation que ceux des autres professions.

En résumé on peut affirmer que la guerre a donné une impulsion à plusieurs organisations qui étaient encore faibles, telles que celles de l'agriculture, des ouvriers non qualifiés, de l'industrie du vêtement, et que cette impulsion n'aurait jamais atteint ce degré d'intensité sans la guerre. L'industrie textile (excepté celle de coton) doit le développement de son organisation en premier lieu aux femmes.

Economie politique

L'industrie suisse de la meunerie. Les « Rapports économiques » de la *Feuille officielle suisse du commerce* publient un bref exposé sur le développement de la meunerie suisse. Le nombre des personnes occupées dans cette industrie a diminué de 7691 en 1880 à 3883 en 1920. Il faut observer ici qu'il existait en Suisse dans les années quatre-vingt une quantité de moulins de commerce (plus de 2400 d'après une enquête privée), mais la plupart de ces moulins étaient de petites entreprises de peu d'importance. Cela ressort également de la statistique suisse des fabriques de l'année 1888 (laquelle englobait tous les moulins occupant plus de deux ouvriers sans compter les membres de la famille), qui ne comptait que 143 entreprises. Ces 143 entreprises occupaient 970 ouvriers et disposaient d'une force de 6076 chevaux. En 1923, la statistique des fabriques comptait 141 minoteries avec 1638 ouvriers et disposant d'une force de 10,596 chevaux. En 1888, chaque établissement occupait en moyenne 7 ouvriers et disposait d'une force de 42 chevaux, tandis qu'en 1923, le nombre des ouvriers occupés est en moyenne de 12 et la force de chevaux disponible de 75.

En réalité, la concentration des entreprises est encore plus forte que l'on ne la constate dans ces chiffres. D'après les indications de la Régie fédérale du blé, 31 établissements ont moulu le 54,7 % du blé panifiable consommé en 1923; huit minoteries à elles seules en ont moulu le 21,7 %.

L'industrie de la meunerie eut extrêmement à souffrir de la concurrence étrangère, notamment la concurrence allemande favorisée par des primes d'exportation se fit sentir. L'importation de farine allemande panifiable augmenta de 52,400 quintaux en 1900 à 437,700 quintaux en 1908. La guerre mondiale apporta un changement total des conditions; la Régie du blé importait, dans la mesure où l'ordonnance le lui permettait, en principe seulement du blé et pas de farine. Les Etats-Unis, il est vrai, ne livrèrent que de la farine; cependant, dès que l'approvisionnement en blé panifiable n'en fut plus réduit à ces livraisons, l'importation de farine panifiable comportait dans la période d'après-guerre plus que 35,000 quintaux en moyenne par année contre 427,400 quintaux en moyenne dans les dernières années d'avant-guerre.

Production et consommation de la bière en Suisse. Nous extrayons les indications suivantes d'un article instructif des « Rapports économiques » de la *Feuille officielle suisse du commerce:*

Depuis 1870 à 1911, la production de la bière a, sauf quelques légères fluctuations, constamment augmenté. Dans ce laps de temps, elle a passé de 356,000 hectolitres à 3,003,000 hectolitres. La période de guerre, où des difficultés surgirent pour l'importation du malt, apporta une forte diminution de la production qui atteignit son plus bas niveau en 1918 avec 842,000; c'est-à-dire que l'industrie suisse de la brasserie accusait à peu près la même production que 40 ans auparavant. Depuis la fin de la guerre mondiale, la production augmenta de nouveau et s'élevait déjà en 1924 à 1,581,000 hectolitres. Cependant, en considération de la mauvaise qualité de la « bière de guerre » et sans doute aussi à cause du développement du mouvement sportif, la consommation de la bière a en général considérablement baissé; en revanche, n'oublions pas de dire que la consommation de vin et de schnaps s'est accrue. Dans les années quatre-vingt, la consommation par têt de population comportait 33,3 litres par année; dans les années 1903—1912, 71,6 litres et dans les années 1919—1924, 34,5 litres.

L'augmentation de la production permet de constater une forte concentration. Depuis 1891 jusqu'en 1924, le nombre des brasseries a constamment diminué, soit de 340 à 75. En 1890, les petites entreprises fournirent le 67 % et les entreprises moyennes le 33 % de la production nationale. En 1923, les petites entreprises fournirent 16 %, les entreprises moyennes 31 % et les grandes entreprises 54 % de la production nationale.

[2] 1925.